

Unité bidépartementale de la Charente
et de la Vienne

Poitiers, le 7 mars 2025

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 6 mars 2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Colas France

1 rue du colonel Pierre Avia
CS 81755
75015 Paris

Références : 2025 347 UbD16-86 ENV86
Code AIOT : 0007208775

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 6 mars 2025 de l'installation de stockage de déchets inertes exploitée par la société Colas France implantée au lieu-dit « La Chagnerotte » 86530 Availles-En-Châtellerauld. L'inspection a été annoncée le 30/01/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre du programme pluriannuel de contrôle.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Colas France
- Les Chagnerottes 86530 Availles-en-Châtellerauld
- Code AIOT : 0007208775
- Régime : Enregistrement

L'installation de stockage de déchets inertes est située sur la commune d'Availles-en-Châtellerauld, sur l'ancienne carrière de « La Chagnerotte ». Cette carrière de sable a cessé son activité dans les années 1970. L'installation a été enregistrée par arrêté préfectoral n° 2016-DRCLAJ/BUPPE-258 en date du 7 octobre 2016, pour une durée de dix ans, incluant la remise en état du site. Cet arrêté a permis de régulariser administrativement le stockage de déchets sur cette ancienne carrière. En effet, bien que son exploitation ait bénéficié d'une autorisation municipale, elle n'avait jamais obtenu l'autorisation d'exploiter requise par le décret n° 2006-302 du 15 mars 2006 et se trouvait ainsi en situation irrégulière depuis le 1^{er} juillet 2007.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à monsieur le préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
7	Formation du personnel	Arrêté ministériel du 12 décembre 2014 ¹ , article 14	Demande d'action corrective	6 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
8	Admission des déchets	Arrêté ministériel du 12 décembre 2014, article 15	Demande d'action corrective	15 jours
9	Accès aux tiers	Arrêté ministériel du 12 décembre 2014, article 16	Demande d'action corrective	1 mois
16	Surveillance	Arrêté ministériel du 12 décembre 2014, article 31	Demande d'action corrective	Avant le 31 mars 2025
17	Gestion des eaux	Arrêté préfectoral du 7 octobre 2016, article 1.3.1	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Nature des installations	Arrêté préfectoral du 7 octobre 2016, article 1.2
2	Intégration dans le paysage	Arrêté ministériel du 12 décembre 2014, article 8
3	Mesure mise en œuvre pour réduire l'impact	Arrêté ministériel du 12 décembre 2014, article 9
4	Stockage de produits dangereux	Arrêté ministériel du 12 décembre 2014, article 10
5	Accès des secours	Arrêté ministériel du 12 décembre 2014, article 11
6	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté ministériel du 12 décembre 2014, article 12
10	Déchargement des déchets	Arrêté ministériel du 12 décembre 2014, article 19
11	Organisation du stockage	Arrêté ministériel du 12 décembre 2014, article 20
12	Signalisation	Arrêté ministériel du 12 décembre 2014, article 22
13	Émissions dans l'air	Arrêté ministériel du 12 décembre 2014, article 24
14	Qualité de l'air	Arrêté ministériel du 12 décembre 2014, article 25
15	Bruit	Arrêté ministériel du 12 décembre 2014, article 26-I

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de l'inspection, il a été constaté la présence ponctuelle d'un dépôt sauvage de déchets non inertes ainsi qu'une protection insuffisante du site par endroits, ne permettant pas d'empêcher totalement les accès non autorisés. La surveillance annuelle de la qualité des eaux superficielles et souterraines devra être mise en place.

1 Arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations du régime de l'enregistrement relevant de la rubrique n° 2760 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Nature des installations

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 7 octobre 2016, article 1.2
Thème : Risques chroniques, Nature des installations
Prescription contrôlée : Capacité de stockage de déchets inertes de 106 000 m ³ , apport maximal annuel : 15 000 m ³ /an
Constats : Les apports maximaux annuels déclarés par l'exploitant sont les suivants : <ul style="list-style-type: none">• 2021 : 6 195,35 tonnes ;• 2022 : 8 726,14 tonnes ;• 2023 : 1 510,55 tonnes ;• 2024 : Aucune activité. L'apport maximal autorisé de 15 000 m ³ /an n'a pas été dépassé.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Intégration dans le paysage

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 12 décembre 2014, article 8
Thème : Risques chroniques, Intégration dans le paysage
Prescription contrôlée : <i>« L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble de l'installation est maintenu propre et entretenu en permanence. Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté. Les limites du périmètre intérieur sont régulièrement débroussaillées et nettoyées. Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier. Les opérations de nettoyage doivent être conduites en limitant au maximum l'envol des poussières. »</i>
Constats : Le site est peu visible depuis les axes routiers en raison de la présence de haies. Les limites intérieures sont bien entretenues, et les abords sont aménagés et maintenus dans un bon état de propreté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Mesure mise en œuvre pour réduire l'impact

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 12 décembre 2014, article 9
Thème : Risques chroniques, Mesure mise en œuvre pour réduire l'impact
Prescription contrôlée : <i>« L'exploitant récapitule dans une notice, disponible sur site, les mesures mises en œuvre pour réduire l'impact sur l'environnement des opérations de transport, entreposage, manipulation ou transvasement de déchets (circulation, envol de poussières, bruit, etc.) conformément aux chapitres V, VI et VII du présent arrêté. Y sont également précisées les modalités d'approvisionnement et d'expédition (itinéraires, horaires, matériels de transport utilisés, limitation des vitesses sur le site en fonction des conditions météorologiques, etc.) ainsi que les techniques d'exploitation et aménagements. »</i>
Constats : Les consignes d'exploitation du site ont été transmises à l'inspection. Elles récapitulent les mesures mises en œuvre pour limiter l'impact sur l'environnement.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Stockage de produits dangereux

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 12 décembre 2014, article 10
Thème : Risques chroniques, Stockage de produits dangereux
Prescription contrôlée : <i>« La présence dans l'installation de matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation. L'exploitant identifie sur une liste les produits dangereux, leur nature, la quantité maximale détenue, les risques de ces produits dangereux, grâce aux fiches de données de sécurité et sur un plan leur localisation sur le site. Ces documents sont disponibles sur le site. Les récipients portent en caractères lisibles le nom des produits et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la législation relative à l'étiquetage des substances, préparations et mélanges dangereux. »</i>
Constats : Il a été constaté l'absence de matières dangereuses ou combustibles au sein de l'installation.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Accès des secours

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 12 décembre 2014, article 11
Thème : Risques chroniques, Accès des secours
Prescription contrôlée : <i>« L'installation dispose en permanence d'au moins un accès pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours. Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte privée ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre. Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation. »</i>
Constats : L'installation dispose d'un accès principal au sud de l'emprise via la route départementale D 131 A. Le jour de l'inspection, les dispositions sont prises pour maintenir le libre accès des véhicules de secours.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 12 décembre 2014, article 12
Thème : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : <i>« Des extincteurs sont répartis à l'intérieur de l'installation, bien visibles et facilement accessibles. Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation, notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur. Le registre de vérification périodique et de maintenance sont disponibles sur site. »</i>
Constats : Le registre de vérification a été présenté à l'inspection. La dernière vérification des extincteurs a été effectuée le 7 janvier 2025.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Formation du personnel

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 12 décembre 2014, article 14
Thème : Risques chroniques, Formation du personnel
Prescription contrôlée : « I. L'exploitation se fait sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant, ayant suivi une formation de base sur la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que l'exploitation induit, des produits et déchets utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident ou d'accident. Les personnes autorisées sur site sont nommément identifiées dans une liste disponible sur site. Les préposés à la surveillance et à l'entretien des installations sont formés à la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et familiarisés avec l'emploi des moyens de lutte contre l'incendie. Le personnel connaît les risques présentés par les installations en fonctionnement normal ou dégradé. II. Des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. »
Constats : L'exploitant a désigné un responsable du site et mis en place des consignes de sécurité en date du 12 juin 2017 informant le personnel sur les risques générés par le fonctionnement du site et des mesures à prendre en cas de besoin. L'exploitant a établi un document unique mis à jour le 3 mars 2025 avec les prescriptions et consignes afférentes. L'exploitant indique que le personnel a été ponctuellement formé à la manipulation des moyens de secours lors de réunions internes. Toutefois, la traçabilité de ces formations n'a pas pu être présentée, ni leur actualisation en fonction des évolutions du personnel.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Assurer la formation du personnel à la manipulation des moyens de secours.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 8 : Admission des déchets

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 12 décembre 2014, article 15
Thème : Risques chroniques, Admission des déchets
Prescription contrôlée : « Les conditions d'admission des déchets sont fixées par l'arrêté du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées. »
Constats : Le registre d'admission des déchets pour l'année 2023 a été présenté à l'inspection. À noter qu'aucune activité n'a été enregistrée en 2024. Les deux bons de livraison associés ont également été transmis. Les informations mentionnées n'appellent pas de remarque de notre part. Lors de notre visite, nous avons constaté la présence ponctuelle d'un dépôt sauvage de déchets non inertes, tels qu'une banquette de véhicule et des pièces automobiles hors d'usage.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Éliminer le dépôt sauvage signalé lors de l'inspection.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours

N° 9 : Accès aux tiers

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 12 décembre 2014, article 16
Thème : Risques accidentels, Accès aux tiers
Prescription contrôlée : <i>« L'installation de stockage de déchets est protégée pour empêcher le libre accès au site. Ses entrées sont équipées de portails fermés à clé en dehors des heures d'ouverture. Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations. Un seul accès principal est aménagé pour les conditions normales de fonctionnement du site, tout autre accès devant être réservé à un usage secondaire et exceptionnel. »</i>
Constats : L'accès est équipé d'une barrière. Elle est ouverte uniquement lors de chaque apport puis refermée par la suite. Le site est entouré par un cordon de matériaux et / ou de haie hormis ponctuellement le long de la route départementale D 749 au sud du site. Un panneau est présent signalant l'interdiction formelle aux personnes étrangères à l'établissement de pénétrer sur les lieux.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Renforcer ponctuellement la protection du site le long de la route départementale au sud pour empêcher tout accès non autorisé. Par ailleurs, des panneaux, avertissant des risques encourus en cas d'entrée illicite, seront à positionner sur l'ensemble de la périphérie du site. Ils signaleront l'interdiction formelle de pénétrer sur les lieux.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 10 : Déchargement des déchets

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 12 décembre 2014, article 19
Thème : Risques chroniques, Déchargement des déchets
Prescription contrôlée : <i>« Le déchargement des déchets directement dans la zone de stockage définitive est interdit. Une zone de contrôle des déchets est aménagée pour permettre le contrôle des déchets après déversements des bennes qui les transportent. Cette zone peut être déplacée suivant le phasage de l'exploitation du site. Cette zone fait l'objet d'un affichage particulier et de délimitations permettant de la situer. Une benne ne peut pas être déversée en l'absence de l'exploitant ou de son représentant. »</i>
Constats : Le contrôle des matériaux est réalisé sur le site des Nonnes lors de la pesée et sur site avant déchargement.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Organisation du stockage

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 12 décembre 2014, article 20
Thème : Risques accidentels, Organisation du stockage
Prescription contrôlée : « L'organisation du stockage des déchets doit remplir les conditions suivantes : <ul style="list-style-type: none">• elle assure la stabilité de la masse des déchets, en particulier évite les glissements ;• elle est réalisée de manière à combler les parties en hauteur avant d'étendre la zone de stockage pour limiter, en cours d'exploitation, la superficie soumise aux intempéries ;• elle doit permettre un réaménagement progressif et coordonné du site selon un phasage proposé par l'exploitant et repris dans le dossier d'enregistrement. »
Constats : L'organisation du stockage des déchets n'amène pas de remarque de la part de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Signalisation

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 12 décembre 2014, article 22
Thème : Risques accidentels, Signalisation
Prescription contrôlée : « Un panneau de signalisation et d'information est placé à proximité immédiate de l'entrée principale, sur lequel sont notés : <ul style="list-style-type: none">• l'identification de l'installation de stockage ;• le numéro et la date de l'arrêté préfectoral d'autorisation ;• la raison sociale et l'adresse de l'exploitant ;• les jours et heures d'ouverture ;• la mention : « interdiction d'accès à toute personne non autorisée » ;• le numéro de téléphone de la gendarmerie ou de la police et des services départementaux d'incendie et de secours. Les panneaux sont en matériaux résistants, les inscriptions sont inaltérables. »
Constats : Un panneau mentionnant les informations supra est mis en place à l'entrée du site.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Émissions dans l'air

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 12 décembre 2014, article 24
Thème : Risques chroniques, Poussières
Prescription contrôlée : « Toutes les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine d'émission de poussières ou d'odeurs susceptibles d'incommoder le voisinage et de nuire à la santé et à la sécurité publique, et ce même en période d'inactivité. Les déchets inertes stockés sont humidifiés pour empêcher les envols de poussières par temps sec et lorsque la vitesse du vent le nécessite. »
Constats : La gestion de l'envol des poussières est abordée dans les consignes générales d'exploitation. Elles précisent notamment le respect de la limitation de vitesse, le bâchage des véhicules lorsque nécessaire, ainsi que la limitation, voire l'interdiction, des opérations de chargement et de déchargement en cas de vents forts.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Qualité de l'air

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 12 décembre 2014, article 25
Thème : Risques chroniques, Qualité de l'air
Prescription contrôlée : « L'exploitant assure une surveillance de la qualité de l'air par la mise en place en limite de propriété d'un réseau de suivi des retombées atmosphériques de poussières totales (solubles et insolubles). Ces mesures sont effectuées au moins une fois par an par un organisme indépendant, en accord avec l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement. Dans ce cas les mesures sont conduites pendant une période où les émissions du site sont les plus importantes au regard de l'activité du site et des conditions météorologiques. Cette fréquence peut être augmentée en fonction des enjeux et conditions climatiques locales. [...]» Les niveaux de dépôts atmosphériques totaux en limite de propriété liés à la contribution de l'installation ne dépassent pas 200 mg/m ² /j (en moyenne annuelle) en chacun des emplacements suivis. »
Constats : Le rapport de surveillance des retombées de poussières d'avril 2021 a été transmis à l'inspection. Les concentrations mesurées sont largement inférieures à la valeur limite de référence de 200 mg/m ² /j, avec une valeur maximale relevée de 53,7 mg/m ² /j. À noter qu'aucune activité n'a été enregistrée en 2024. Le suivi devra être réalisé annuellement dès la reprise de l'activité.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Bruit

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 12 décembre 2014, article 26-I

Thème : Risques chroniques, Véhicules – Engins de chantier

Prescription contrôlée :

« Les émissions sonores de l’installation ne sont pas à l’origine, dans les zones à émergence réglementée, d’une émergence supérieure aux valeurs admissibles définies dans le tableau suivant :

NIVEAU DE BRUIT AMBIANT EXISTANT dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l’installation)	ÉMERGENCE ADMISSIBLE POUR LA PÉRIODE allant de 7 heures à 22 heures, sauf dimanches et jours fériés	ÉMERGENCE ADMISSIBLE POUR LA PÉRIODE allant de 22 heures à 7 heures ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB (A)	4 dB (A)
Supérieur à 45 dB (A)	5 dB (A)	3 dB (A)

De plus, le niveau de bruit en limite de propriété de l’installation ne dépasse pas, lorsqu’elle est en fonctionnement, 70 dB (A) pour la période de jour et 60 dB (A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite [...] »

Constats :

Un rapport de mesures acoustiques d’avril 2021 a été transmis à l’inspection.
Les niveaux relevés en limite de site sont inférieurs à la valeur limite réglementaire de 70 dB(A).
Les émergences calculées au niveau des zones à émergence réglementée les plus proches sont nulles. À noter qu’aucune activité n’a été enregistrée en 2024.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : Surveillance

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 12 décembre 2014, article 31
Thème : Risques chroniques, Déclaration
Prescription contrôlée : « <i>L'exploitant déclare ses déchets conformément aux seuils et aux critères de l'arrêté du 31 janvier 2008 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets.</i> »
Constats : La dernière déclaration GERE, réalisée pour l'année 2023, mentionne, en plus de l'activité ISDI, des activités d'ISDND ainsi que de tri, transit et regroupement de déchets. Lors de la visite, l'exploitant a signalé une erreur de saisie dans cette déclaration.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Veiller à déclarer les déchets conformément aux seuils et critères définis par l'arrêté du 31 janvier 2008 modifié, relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets, en garantissant une mise à jour de l'activité réelle du site.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : Avant le 31 mars 2025

N° 17 : Gestion des eaux

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 7 octobre 2016, article 1.3.1
Thème : Risques chroniques, Surveillance eaux superficielles et eaux souterraines
Prescription contrôlée : « <i>Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier déposé par l'exploitant, accompagnant sa demande du 7 avril 2016. [...]</i> »
Constats : Le dossier d'enregistrement mentionne, page 64, qu'une surveillance annuelle des eaux superficielles est prévue. Il en est de même pour les eaux souterraines, avec des analyses de la qualité de l'eau réalisée au niveau des deux piézomètres installés.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Nous transmettre : <ul style="list-style-type: none">• le suivi annuel de la qualité des eaux superficielles collectés dans le plan d'eau ;• le suivi annuel de la qualité des eaux souterraines aux niveaux des deux piézomètres.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois